

AI Index: PRE 01/042/2009  
28 January 2009

## **Sri Lanka. Le gouvernement et les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul violent les lois de la guerre**

Des informations en provenance du Sri Lanka suggèrent que les forces gouvernementales et les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul violent les lois de la guerre en prenant les civils pour cibles et en les empêchant de s'enfuir vers des lieux plus sûrs.

Amnesty International a reçu des informations selon lesquelles, à au moins une occasion, les LTTE avaient empêché des civils blessés de se déplacer pour se mettre en sécurité ou se faire soigner, agissement qui pourrait constituer un crime de guerre.

« *Les affrontements récents ont mis plus d'un quart de million de personnes en grand danger, a déclaré Yolanda Foster, responsable des recherches sur le Sri Lanka à Amnesty International. Les personnes déplacées par le conflit sont confrontées à une pénurie d'aide humanitaire et en particulier au manque de nourriture, d'abris et de soins médicaux. Aucun convoi d'aide alimentaire ne s'est rendu dans la région depuis le 16 janvier.* »

Le gouvernement du Sri Lanka mène actuellement des opérations militaires dans des zones où vivent des civils. Les bombardements aériens et les tirs d'artillerie auraient tué et blessé des civils, détruit des biens et provoqué des déplacements massifs de population.

Les forces gouvernementales sri-lankaises ont contraint les Tigres tamouls à quitter la plupart des zones urbaines qu'ils occupaient depuis près de dix ans et à se regrouper dans une petite partie du territoire. Plus de 300 000 civils ayant fui l'arrivée des troupes gouvernementales sont également pris au piège dans cette zone restreinte. Ils ont été contraints de se déplacer à maintes reprises, et plus les combats se rapprochent plus ils sont vulnérables.

Des centaines de personnes ont été tuées ou blessées et les soins dont pouvait bénéficier auparavant la population sont menacés en raison de la pénurie de personnel médical et des dommages infligés aux hôpitaux.

Le gouvernement a déclaré certains endroits « zones sûres » pour permettre aux civils de se mettre en sécurité, mais selon des informations parvenues à Amnesty International plusieurs civils y auraient été tués ou blessés par des tirs d'artillerie.

Un médecin travaillant en « zone sûre » a déclaré qu'au moins 1000 obus étaient tombés autour de l'hôpital.

Les LTTE n'ont pas autorisé le passage d'un convoi de 24 véhicules affrétés par la Croix-Rouge et les Nations unies pour évacuer environ 300 blessés, parmi lesquels 50 enfants.

L'Organisation des Nations unies a indiqué qu'elle tenterait une deuxième fois d'évacuer ces blessés si les LTTE lui en donnaient l'autorisation et si une accalmie dans les combats le permettait. Elle espère pouvoir franchir la ligne de front jeudi à la mi-journée.

Prendre les civils pour cible et procéder à des attaques aveugles constituent pour toute partie au conflit des violations du droit international humanitaire.

*« La priorité est de fournir immédiatement des soins médicaux aux personnes grièvement blessées, a déclaré Yolanda Foster. Les LTTE doivent laisser sortir les civils blessés. Empêcher des civils d'accéder aux soins constitue un crime de guerre. »*